



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
 FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
 DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

661

27 avril 1983

Berne, le 19 avril 1983

Septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés à La Nouvelle Delhi du 28.2 au 12.3.1983. Rapport

Département des affaires étrangères. Proposition du 19 avril 1983
 (annexe)

Conformément à la proposition, le Conseil fédéral

Septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés
 d é c i d e :

Il est pris connaissance du rapport susmentionné.

Extrait du procès-verbal:
 - EDA 6 pour exécution

Veillez trouver en joint pour votre information, le rapport de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés, tenue à La Nouvelle Delhi, du 28 février au 12 mars 1983.

Pour extrait conforme:
 Le secrétaire,

Annexe mentionnée

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES
 AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Pierre Aubert





EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

Berne, le 19 avril 1983

Distribuée

Au Conseil fédéral

Septième Conférence des chefs d'Etat
ou de gouvernement des pays non-alignés
à La Nouvelle Delhi du 28.2. au 12.3.1983

Veillez trouver ci-joint, pour votre information, le rapport de la délégation suisse qui a assisté à la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés, à La Nouvelle Delhi, du 28 février au 12 mars 1983.

Annexe mentionnée

DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES

Pierre Aubert

Rapport de la Délégation suisse
à la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement
des pays non-alignés à La Nouvelle Delhi

- 28 février au 12 mars 1983 -

M. Stephan BELLEN

Deuxième Secrétaire de l'Ambassade de Suisse

à La Nouvelle Delhi

A. Généralités

Précédée d'une conférence préparatoire au niveau des Ambassadeurs et hauts fonctionnaires, du 28 février au 2 mars 1983, et d'une autre au niveau des ministres des Affaires étrangères les 3 et 4 mars 1983, la conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non-alignés s'est tenue à La Nouvelle Delhi du 7 au 12 mars 1983, sous la présidence de Mme Indira Gandhi, Premier ministre de l'Inde.

La Suisse avait été conviée, comme lors des conférences précédentes, à y assister en qualité d'Etat invité.

La délégation suisse était composée de:

L'Ambassadeur Peter ERNI
Ambassadeur de Suisse en Inde
Chef de la délégation

L'Ambassadeur Jean-Pierre RITTER
Chef du Secrétariat politique
au Département fédéral des
Affaires étrangères à Berne

Mme Catherine KRIEG
Conseiller de l'Ambassade de Suisse
à La Nouvelle Delhi

- 2 -

succès, de modérer et d'équilibrer ce texte. A Delhi, au contraire, le M. André VON GRAFFENRIED de l'Etat mesuré et équilibré et le collaborateur diplomatique des radicaux. On s'étonnera de ce à la Section des Nations Unies et du mouvement comprend peut-être des organisations internationales actifs et une dizaine d'années du Département fédéral des Affaires étrangères à Berne. On s'attendrait surtout que le système du consensus, qui est la règle du mouvement,

élimine le M. Stephan NELLEN. Or, paradoxalement, on assiste au Deuxième Secrétaire de l'Ambassade de Suisse à La Nouvelle Delhi. Les apparences de règle, empêchent pratiquement de faire opposition contre un passage qu'un Etat qui s'estime intéressé à un problème donné désire insérer à ce sujet dans la déclaration finale; il en résulte que ce document

B. Partie politique

1. Introduction

Comme la plupart des observateurs l'attendaient, le sommet de La Nouvelle Delhi a marqué le retour des Non-Alignés à l'orthodoxie du mouvement. Le passage de la présidence cubaine à la présidence indienne a été déterminant à cet égard. Avec l'Inde, on voit accéder à la tête du mouvement un Etat qui en fut l'un des fondateurs et principaux inspirateurs. Cette continuité est encore renforcée du fait que Mme Gandhi poursuit l'oeuvre de son père Jawaharlal Nehru, qui a été l'un des principaux formulateurs de la doctrine du non-alignement authentique. La présidence cubaine avait constitué pour le mouvement une phase difficile puisque M. Castro, on se le rappelle, s'était efforcé d'entraîner les Non-Alignés dans l'orbite soviétique en développant sa thèse surprenante des pays socialistes comme "alliés naturels" du non-alignement. Ce système encourage les positions extrémistes. En revanche, les membres ont

Pour tous ces motifs, le sommet de La Nouvelle Delhi a nettement contrasté avec celui de La Havane. A Cuba, en 1979, la conférence s'était trouvée face à un projet de déclaration long et extrémiste correspondant aux vues de l'Etat hôte, qui l'avait préparé. La conférence s'était efforcée, avec plus ou moins de

- 3 -

succès, de modérer et d'équilibrer ce texte. A Delhi, au contraire, le projet préparé par l'Inde était mesuré et équilibré et la conférence l'a à plusieurs égards radicalisé. On s'étonnera de ce résultat alors que l'aile extrême du mouvement comprend peut-être une dizaine d'Etats vraiment actifs et une dizaine d'autres qui laissent faire avec une certaine sympathie, sur un total de maintenant 101 membres. On s'attendrait surtout que le système du consensus, qui est la règle du mouvement, élimine les opinions minoritaires. Or, paradoxalement, on assiste au résultat contraire: le ton de courtoisie et les apparences de bonne entente, qui sont de règle, empêchent pratiquement de faire opposition contre un passage qu'un Etat qui s'estime intéressé à un problème donné désire insérer à ce sujet dans la déclaration finale; il en résulte que ce document est finalement une addition de tous les vœux particuliers des divers Etats participants sur les sujets qui leur tiennent à coeur. A l'évidence, ce système encourage les positions extrémistes.

L'exposé qui suit, abordera successivement la question de la

Il faut relever encore, entre La Havane et La Nouvelle Delhi, une autre différence qui a constitué elle aussi un facteur de radicalisation. Au sommet de 1979, puis à la conférence des ministres de 1981, des membres du mouvement s'étaient fréquemment affrontés sur des problèmes qui les divisaient: ainsi l'Afghanistan (à partir de 1981, puisqu'en septembre 1979, date du sommet, l'intervention soviétique dans ce pays n'avait pas encore eu lieu); le Kampuchéa (c'est-à-dire le problème de l'occupation vietnamienne dans ce pays, indépendamment de la question formelle de la représentation de l'Etat); le Sahara occidental. Cette fois-ci, le mouvement a sciemment évité d'aborder ces sujets qui ont été pratiquement neutralisés et où le texte du projet indien, bref et mesuré, a été adopté pratiquement sans modifications. En revanche, les membres ont surtout débattu des matières qui ne les divisaient pas, telles que la Palestine, le Liban, l'Afrique australe et dans une moindre mesure l'Amérique centrale. De ce fait, les délégations qui cherchaient à radicaliser les textes ont eu le champ libre

- 4 -

car aucun Etat, même parmi les plus modérés, ne tenait à s'exposer pour prendre la défense d'Israël ou de l'Afrique du Sud, qui font l'unanimité contre eux. Les Etats-Unis eux-mêmes ont souffert de cette orientation du débat.

Cette radicalisation du texte, dont on examinera plus loin l'orientation et le degré sujet par sujet, laisse une impression regrettable, qui paraît contredire ce qui a été dit plus haut d'un retour des Non-Alignés dans les chemins de la normale et de la modération. C'est ainsi d'ailleurs que cette radicalisation a été comprise d'une partie de l'opinion publique et qu'elle a été relevée notamment par les Etats-Unis, qui en ont été la principale victime. Si l'on a présent à l'esprit ce qui vient d'être dit des méthodes de travail de la conférence, on se gardera toutefois d'exagérer la portée de ce phénomène et on sera amené à conclure qu'il ne contredit finalement pas l'appréciation générale formulée plus haut.

L'exposé qui suit, abordera successivement la question de la représentation du Kampuchéa démocratique qui fut le sujet principal des conférences préparatoires, puis les principaux sujets de la déclaration politique et de la déclaration économique formant le document final, et enfin, certains points marginaux.

2. Représentation du Kampuchéa démocratique

Alors que le gouvernement du Kampuchéa démocratique consistant actuellement en la triple alliance du prince Sihanouk, des Khmers rouges et de M. Son Sann, qui a remplacé l'ancienne équipe de MM. Pol Pot et Khieu Samphan, exclusivement composée de Khmers rouges, se voit confirmer d'année en année comme détentrice du siège de Kampuchéa aux Nations Unies, il n'est en revanche pas admis aux sessions des Non-Alignés où règne le régime de la chaise vide. On se rappelle que cette situation est le résultat d'un coup de force de la présidence cubaine à la session de La Havane en 1979.

- 5 -

La conférence préparatoire des ministres des Affaires étrangères à Colombo, qui avait précédé le sommet de La Havane, avait décidé de confirmer le Kampuchéa démocratique dans son droit à être présent, en lui retirant toutefois le droit de parole. Prétendant ne vouloir être que l'instrument docile de la conférence, dont il savait pertinemment qu'elle était incapable d'un consensus sur ce sujet, le gouvernement cubain avait, en dépit de cette décision de Colombo, refusé l'accès de la salle à la délégation du Kampuchéa démocratique comme d'ailleurs à celle du Kampuchéa populaire, laquelle toutefois s'en accommodait fort bien. M. Castro avait ainsi habilement joué sur la faiblesse du système du consensus et créé une situation qui s'avéra être irréversible malgré la nette majorité des délégations qui s'étaient exprimées en faveur du Kampuchéa démocratique. Cette situation a duré depuis lors, tout consensus pour la modifier étant de prime abord impossible.

On sait que de nombreux membres du mouvement n'ont pas pris leur parti de l'acte unilatéral de Cuba et ne cessent de le rappeler. Les Etats de l'ASEAN, et notamment Singapour et la Malaisie, le font avec le plus de vigueur; la Yougoslavie d'une façon plus modérée mais non moins nette. Aux conférences préparatoires au niveau des ambassadeurs puis des ministres des Affaires étrangères à La Nouvelle Delhi, le débat sur ce sujet s'est reproduit comme à la conférence précédente de La Nouvelle Delhi en février 1981. Il n'a pu, comme prévu, n'aboutir qu'à la confirmation du statu quo avec, comme seul progrès, l'engagement, qui a été tenu, que la question ne serait plus discutée au sommet et le mandat donné au bureau de coordination du mouvement de chercher une solution au problème et de préciser les règles à suivre pour décider de la suspension d'un membre. Certains Etats, dont Singapour, en effet, se disent effrayés à l'idée que, sous le régime actuel, leur présence dépend pratiquement du bon vouloir de l'Etat président, qui pourrait impunément suspendre tout membre qui ne lui

2. Afrique australe

conviendrait pas, dès le moment où il serait certain d'un soutien si petit soit-il, qui empêche un consensus pour annuler cette mesure unilatérale.

3. Océan indien

Sur le chapitre de l'Océan indien, on a vu se répéter, en mars 1983, le débat qui avait déjà eu lieu à la conférence des ministres des Affaires étrangères de février 1981. Dans le projet de l'Inde, Diego Garcia était la seule base étrangère dans cet océan à être mentionnée nommément tandis que les autres l'étaient par une formule globale anonyme. Comme en 1981, divers autres Etats de la région s'opposèrent à ce mode de faire, disant qu'il fallait ou bien énumérer toutes les bases nommément ou n'en désigner spécifiquement aucune. On trouva finalement une formule qui satisfaisait tout le monde en biffant la mention nominative de Diego Garcia dans le paragraphe sur les bases mais en la mentionnant dans un paragraphe séparé traitant de la revendication de souveraineté de l'île Maurice sur ce territoire.

4. Proche-Orient

Le sujet du Proche-Orient est celui où les tendances à la radicalisation du texte furent les plus fortes. Un groupe composé de la Syrie, soutenue par la Libye, le Yémen du Sud et l'Iran, se fixa pour tâche d'introduire dans le texte des formulations nettement tranchantes et d'y ajouter à plusieurs égards une condamnation des Etats-Unis d'Amérique, que le projet indien ne comportait pas. Il est remarquable que ces efforts n'aient pas été soutenus par l'OLP qui s'efforça pour sa part de faire valoir une position relativement modérée.

Dans sa forme actuelle, la déclaration traite successivement du problème de la Palestine et de celui du Liban qui avait été pratiquement omis dans le projet indien.

5. Afrique australe

7. Iran-Irak

Ce qui vient d'être dit du Proche-Orient peut être répété au sujet de l'Afrique australe. Toutefois, la révision du texte du projet indien par les soins du groupe africain n'a pas poussé aussi loin la radicalisation, et si une critique des Etats-Unis a également été ajoutée, elle est restée plus mesurée. Après avoir exprimé le vœu que ce conflit meurtrier entre deux Etats membres du mouvement trouve son achèvement. Toutefois, même cela était encore trop pour l'Iran. Finalement,

6. Amérique latine

Le même processus a failli se répéter au sujet de l'Amérique latine. Outre cette sorte de prime aux extrémistes que nous avons signalée comme une caractéristique du mouvement, deux autres faits ont contribué à la radicalisation du texte sur l'Amérique latine: d'une part, le groupe de rédaction sur ce sujet a été présidé par un Cubain; d'autre part, certains Etats n'appartenant pas à l'extrême-gauche, tout au contraire, comme l'Argentine, ont prêté la main à une radicalisation en échange de quelques phrases soutenant leurs griefs propres. C'est ainsi que les délégués latino-américains se sont "réveillés", selon le mot d'un collègue, avec un texte qui les a surpris par sa vigueur. Une réaction s'est dessinée à la réunion de la Commission politique elle-même et les excès ont pu être corrigés. La comparaison entre le texte de La Nouvelle Delhi et celui qui avait été adopté par le bureau de coordination à l'échelon ministériel en janvier 1983 à Managua marque tout compte fait un retour à des positions plus mesurées. Plusieurs critiques dirigées contre les Etats-Unis, qui figuraient dans le texte de janvier, ne se retrouvent plus dans le document de Delhi, de même que certaines des attaques contre Israël pour sa politique en Amérique centrale. Seule exception, le passage sur l'application de l'accord de restitution du canal de Panama a été légèrement renforcé. Tout cela, on le voit, n'est affaire que de nuances et détails.

d'un système de règlement pacifique des différends.

7. Iran-Irak

Le problème du conflit entre l'Iran et l'Irak a retardé d'une nuit la clôture de la conférence. On savait que l'Iran s'opposait à toute tentative de médiation, qu'il estime contraire à ses intérêts. On pensait toutefois qu'il était prêt à admettre un paragraphe anodin exprimant le vœu que ce conflit meurtrier entre deux Etats membres du mouvement trouve son achèvement. Toutefois, même cela était encore trop pour l'Iran. Finalement, le texte définitif se borne à constater que la conférence a pris note du rapport de la commission de bons offices désignée en 1981, tandis qu'une déclaration du président exprime les regrets des Etats membres sur ce conflit et conclut par un appel aux parties.

8. Neutres et Non-Alignés européens

Il est de coutume que le document final d'une conférence des Non-Alignés contienne un paragraphe par lequel l'assemblée déclare se féliciter de la collaboration des Neutres et Non-Alignés européens à la CSCE. La Yougoslavie, qui est l'inspiratrice de ce texte, avait déclaré cette fois-ci à notre délégation son intention de donner plus de volume à ce passage pour des raisons optiques sans en modifier cependant fondamentalement le contenu. Elle ajouta qu'elle se proposait de nous soumettre le texte nouveau. La délégation yougoslave, qui fut par la suite absorbée par de nombreux sujets importants, n'eut visiblement pas la possibilité de réaliser ce projet, dont on n'entendit plus parler. Le paragraphe de la déclaration finale sur les Neutres et Non-Alignés européens correspond à ce qui a figuré dans les textes antérieurs.

On notera en passant l'intérêt que le mouvement, sous l'impulsion de la Yougoslavie, continue de marquer pour l'élaboration d'un système de règlement pacifique des différends.

9. Problèmes d'organisation

On se rappelle qu'au sommet de La Havane, les pays arabes avancés, vivement soutenus par Cuba, avaient mis en question l'appartenance de l'Egypte au mouvement et fait renvoyer une décision sur ce sujet au prochain sommet. Dès la conférence des ministres des Affaires étrangères de 1981, il apparaissait clairement, de l'aveu même de la délégation cubaine par exemple, que cette question était tacitement réglée. Ce résultat fut confirmé au sommet de 1983 avec une seule réserve purement formelle de la part de la Libye.

Le bureau de coordination est l'organe suprême du mouvement entre les conférences des ministres des Affaires étrangères ou les sommets. Jusqu'à présent, il était limité à 32 sièges, étant entendu que tous les membres du mouvement pouvaient assister aux délibérations. Ce système a été abandonné à La Nouvelle Delhi, en ce sens que tout Etat intéressé qui s'annonçait jusqu'à la clôture du sommet pour en faire partie serait admis sans limitation de nombre, tandis que les autres membres pourraient comme précédemment assister aux réunions.

Lorsque l'Irak avait renoncé à abriter la conférence au début de septembre 1982 en raison de la situation militaire dans le conflit l'opposant à l'Iran, il avait été pratiquement entendu qu'il aurait droit à recevoir le sommet suivant. Seule une minuscule minorité de membres du mouvement a remis en cause cet arrangement. Ce fut toutefois assez pour empêcher un consensus et amener à déléguer à la prochaine conférence des ministres des Affaires étrangères, qui se tiendra en 1985 en Angola, la compétence de fixer le lieu du sommet.

Dans un esprit de compromis, la déclaration envisage aussi bien un programme de mesures immédiates que l'engagement de négociations globales. En outre, il est demandé la réunion

- 10 -

Conclusions

On peut espérer que les tendances du mouvement vers plus d'orthodoxie et l'influence modératrice de la présidence indienne, si elles se confirment, renforceront dans les années à venir les convergences entre les non-alignés et les neutres européens. Cette évolution devra être suivie de près. Pour le moment, on déplorera que les radicaux aient introduit dans les textes un anti-américanisme unilatéral qui, même s'il est purement verbal et de faible portée politique, n'en nuit pas moins à la crédibilité du mouvement.

C. Questions économiques

1. Aperçu général

En raison de la crise économique mondiale qui touche particulièrement les pays en voie de développement les problèmes économiques ont revêtu une importance prioritaire au sommet de Delhi. La présidence indienne a tenu compte de cette circonstance et la conférence a adopté une déclaration économique étendue, qui traite pratiquement tous les problèmes des relations Nord-Sud et Sud-Sud.

La question centrale a été celle du choix d'une stratégie pour relancer le dialogue Nord-Sud. Il s'est agi essentiellement d'un débat entre la conception, qui est, par exemple, celle de l'Inde, tendant à une approche sectorielle et celle de pays comme l'Algérie, qui s'en tenaient au concept de négociations globales. Dans un esprit de compromis, la déclaration envisage aussi bien un programme de mesures immédiates que l'engagement de négociations globales. En outre, il est demandé la réunion

d'une conférence à participation universelle sur les problèmes monétaires et financiers. Dans un document intitulé "Déclaration relative à l'action collective pour la prospérité mondiale", également nommé "Déclaration de La Nouvelle Delhi", les Non-Alignés adressent un appel aux Etats industrialisés pour intensifier le dialogue dans l'intérêt commun au vu de la crise mondiale et de l'interdépendance croissante. Mme Gandhi a reçu le mandat d'informer les Etats industrialisés de ce programme dans la forme qu'elle jugerait convenable.

Dans le domaine de la coopération Sud-Sud, la conférence s'est efforcée d'instaurer une meilleure coordination des travaux entre les Non-Alignés et le groupe des 77. Le programme d'action sur la coopération économique a été réadapté. Toutefois, du fait de la détérioration de la situation des Etats membres de l'OPEP, la conférence n'est pas allée au-delà de déclarations d'intention.

2. Propositions pour des négociations Nord-Sud

a. Approche sectorielle

On sait que, depuis assez longtemps, l'Inde, entre autres pays, a des doutes sur les possibilités de réaliser concrètement l'idée de négociations globales. Elle estime qu'il est plus que temps de mettre fin à des discussions stériles sur des problèmes institutionnels et conceptuels pour se concentrer en lieu et place sur des questions concrètes à aborder dans les forums existants. Elle a rencontré l'appui de pays comme le Pakistan, le Sri Lanka et l'Arabie saoudite en faveur de cette approche pragmatique. Mme Gandhi n'a pas mentionné les négociations globales dans son allocution d'ouverture et la délégation indienne a sans doute voulu en enterrer l'idée en proposant de charger le bureau de coordination du mouvement de continuer à chercher des moyens

d'entamer de telles négociations. Tenant compte du fait que la dernière Assemblée des Nations Unies avait déjà approuvé dans sa résolution 37/252 le principe de mesures immédiates, bien que sans l'appui des Etats industrialisés, l'Inde, rédactrice du projet de déclaration en sa qualité d'Etat hôte, a saisi cette occasion pour proposer un programme de mesures immédiates en plus de trente points portant sur des matières telles que la monnaie et les finances, qui devraient faire l'objet d'une conférence à participation universelle, le commerce, les matières premières, la recherche de nouvelles sources d'énergie, l'agriculture et l'alimentation.

b. Approche globale

Alors que la nécessité d'un programme de mesures immédiates ne pouvait guère être contestée, compte tenu de la situation critique de bien de pays en voie de développement, de nombreux Etats, parmi lesquels l'Algérie et la Tunisie, s'en tenaient à l'idée de mettre l'accent sur les négociations globales. L'Algérie a présenté dès le début de la conférence une proposition intitulée "Appel pour une prospérité solidaire", qui faisait figure d'antipode aux positions de l'Inde. La proposition prévoyait un programme en trois phases: des mesures immédiates devaient être négociées dès 1983 dans le cadre de la CNUCED VI, tandis que les négociations globales devaient s'engager en 1984, en abordant d'abord les mesures dites conjoncturelles, alors qu'on réserverait pour une phase postérieure en 1985 les mesures dites structurelles, telles que la réforme du système monétaire international.

Le débat entre l'approche concrète sectorielle de l'Inde et l'approche abstraite globale de l'Algérie a été le trait le plus marquant des travaux du sommet dans sa partie économique.

Au vu des expériences des dernières années, la position de l'Inde est sans doute plus aisée à comprendre que celle de l'Algérie. D'ailleurs, les Indiens eux-mêmes semblent avoir eu de la peine à saisir les intentions de leur partenaire et une certaine méfiance à leur égard en aurait résulté. Certains éléments permettent cependant d'avancer une explication de l'attitude de ceux qui continuent à réclamer des négociations globales. A l'origine, ses propositions avaient surtout servi à parer.

Tout d'abord, l'idée de négociations globales est devenue une sorte de slogan comparable à celui de nouvel ordre économique international. Si l'idée de négociations globales a plutôt perdu en précision au cours des dernières années, elle a simultanément commencé à acquérir une dynamique propre et une existence indépendante. Pour beaucoup, elle représente la seule possibilité de tenter une modification profonde de l'ordre économique actuel ressenti comme inéquitable. Aussi serait-il difficile à un Etat en voie de développement de renoncer expressément à réclamer des négociations globales. et ses prix. Certaines observations de M. Djezairi dans une conversation privée donnent à penser.

La notion des négociations globales permet de combiner dans une seule vision cohérente des facteurs aussi différents que le commerce, la monnaie et l'énergie ainsi que leur interaction. Elle correspond ainsi à une approche rationaliste abstraite, où l'Algérie rejoint la tradition française et où elle est suivie par des pays de culture et d'influence latines, alors que les Etats où dominent la tradition et l'influence du pragmatisme anglo-saxon préfèrent l'approche sectorielle. lui aussi fortement exprimé en faveur des négociations globales.

M. Djezairi (Algérie) est souvent considéré comme le père de l'idée des négociations globales, à l'élaboration de laquelle M. Perez Guerrero (Venezuela) et M. Mestiri (Tunisie) ont également été associés. A la conférence de La Nouvelle-Orléans ne souhaitent pas de telles négociations, ainsi que la lettre récente du président Reagan au Chef d'Etat du Bengladesh vient d'en apporter une nouvelle preuve.

- 14 -

La Nouvelle Delhi, M. Djezairi surtout, et, en raison du simple statut d'observateur du Venezuela, M. Perez Guerrero dans une moindre mesure, de même que M. Hatchani, un proche collaborateur de M. Mestiri, ont tous joué un rôle actif. Ils ont veillé à ce que leur idée favorite ne tombe pas dans l'oubli.

Certains ont exprimé des doutes sur le point de savoir si l'Algérie désire réellement des négociations globales. A l'origine, ses propositions avaient surtout servi à parer aux exigences de plus en plus pressantes des pays en voie de développement importateurs de pétrole. Ce fut également l'Algérie, accompagnée de l'Irak, qui s'était avancée à New York pour écarter les propositions élaborées par les Etats industrialisés au sommet de Versailles. L'Algérie avait donc des motifs de démontrer à La Nouvelle Delhi qu'elle restait fidèle à ses principes.

Jusqu'à la récente chute des prix du pétrole, il était évident que les Etats de l'OPEP n'entendaient pas négocier l'offre de pétrole et ses prix. Certaines observations de M. Djezairi dans une conversation privée donnent à penser que la récente évolution du marché pétrolier pourrait avoir amené un changement d'attitude des pays producteurs à cet égard, quand bien même ces indices n'ont pas été confirmés par d'autres sources. Il n'est donc pas exclu que les événements récents aient éveillé un intérêt réel pour des négociations globales chez les Etats exportateurs de pétrole. On peut remarquer à cet égard que le Mexique, simple observateur mais représenté néanmoins par son ministre des Affaires étrangères, s'est lui aussi fortement exprimé en faveur des négociations globales.

Enfin, un certain anti-américanisme tactique pourrait contribuer à expliquer l'intérêt affiché par certaines délégations pour ces négociations. On sait en effet que les Etats-Unis ne souhaitent pas de telles négociations, ainsi que la lettre récente du président Reagan au Chef d'Etat du Bengla Desh vient d'en apporter une nouvelle preuve.

c. Le scénario convenu

De longues négociations ont finalement abouti au compromis suivant:

1. La conférence a adopté un programme détaillé de mesures immédiates ("Programme touchant les mesures à prendre immédiatement dans les domaines présentant une importance critique pour les pays en développement"). Il s'agit d'un programme de négociation des Non-Alignés, qui devrait encore être précisé dans le cadre des 77, pour de futures négociations Nord-Sud dans les divers forums où les deux côtés sont présents et en premier lieu à la CNUCED VI. Certaines de ces propositions doivent être comprises comme des mesures d'urgence appelant une décision très rapide, alors que d'autres, tout en étant partie du programme immédiat, peuvent être considérées en liaison avec les modifications structurelles à moyen et long terme et, à ce titre, être renvoyées à une phase postérieure des négociations globales. Le programme prévoit la réunion d'une conférence sur les questions monétaires et financières sous l'angle du développement. Cette conférence, qui ne devrait pas être considérée comme une condition préalable au lancement des négociations globales, deviendrait partie intégrante de ces négociations après leur ouverture. Cette formulation tient ainsi compte des soucis de l'Algérie qui craignait que cette conférence pût miner les négociations globales.
2. Au début de 1984 serait convoquée la conférence qui marquerait le début des négociations globales proprement dites. On traiterait d'abord les questions au sujet desquelles un accord existe sur le choix des sujets et leur attribution à un forum donné. Parallèlement, un groupe serait chargé de préparer la deuxième phase au cours de laquelle devraient être abordés les thèmes contestés, notamment en matière de réforme structurelle.

- 16 -

Si ce scénario présente une certaine ressemblance avec le programme en trois phases de l'Algérie, il s'en distingue néanmoins en ce sens que la distinction assez théorique entre mesures conjoncturelles et structurelles est abandonnée au profit d'une priorité plus simple pour les questions les moins contestées. On renonce également à fixer un délai pour le début de la deuxième phase des négociations globales, de même que la distinction entre les différentes phases est estompée. L'essentiel est de commencer rapidement la négociation sur les mesures immédiates, quitte à la laisser se fondre ensuite dans les négociations globales. On pourrait, si l'on veut, dire que les négociations sectorielles qui commenceraient cette année seraient baptisées négociations globales à partir de l'année suivante. On espère éviter ainsi que la perspective de négociations globales fournisse aux Etats industrialisés un argument pour refuser d'entrer en matière dès cette année sur le programme de mesures immédiates.

d. Programme de mesures immédiates

Le programme de mesures immédiates est la pièce centrale de la déclaration économique de Delhi. Les Non-Alignés y adressent des demandes précises aux Etats industrialisés. Si l'on y reconnaît pour l'essentiel la liste habituelle des réclamations des pays en voie de développement, il est incontestable qu'un effort a été fait pour maintenir la discussion sur le plan des réalités. On a renoncé aux demandes irréalistes, comme celles qui étaient encore formulées il y a quelques années, par exemple le transfert de centaines de milliards ou le "libre accès à la technologie". On remarque également une certaine coïncidence entre le programme proposé et les recommandations du deuxième rapport de la Commission Brandt, et qui répondrait de manière efficace aux besoins financiers. Vu l'importance de la question de l'endettement, il était prévisible que les Non-Alignés soumettraient aussi des propositions dans ce domaine. Si, pour certains, il s'agissait en pre-

- 17 -

On ne voit pas clairement si cette conférence doit tendre es-
 mier lieu de renforcer la position des petits pays débiteurs,
 d'autres recherchaient des objectifs plus ambitieux (dans la
 presse, on allait jusqu'à parler de "l'OPEP des débiteurs").
 Mais les grands débiteurs, conscients de l'importance d'un cli-
 mat de confiance dans ce domaine, se montraient prudents, d'au-
 tant plus que certains d'entre eux sont aussi créanciers. Le
 texte initial fut dès lors affaibli au cours des négociations.
 Sur la base d'une proposition d'amendement péruvienne, on se
 mit finalement d'accord sur le formule suivante: "Echange d'in-
 formations entre les pays en développement sur les négociations
 relatives à leur dette extérieure et, lorsque c'est souhaita-
 ble, collaboration entre ces pays dans les négociations en
 question. Elaboration d'un cadre étoffé, équitable et multila-
 téral pour la restructuration de la charge de la dette des pays
 en développement pour assurer un dispositif international mé-
 thodique de parade face à l'émergence éventuelle de crises sé-
 rieuses d'endettement".

Il n'est pas exclu que le programme puisse encore être modifié
 à la prochaine session du Groupe des 77 à Buenos Aires, puis-
 que les principaux pays débiteurs, comme le Mexique, le Brésil
 et le Venezuela, y siégeront de plein droit et non plus seule-
 ment en qualité d'observateur comme à Delhi.

Le chiffre E (XL) du programme des mesures immédiates concer-
 nant la convocation d'une "Conférence internationale sur les
 aspects monétaires et financiers du développement" est contes-
 té et d'ailleurs peu clair dans ses buts. Ce passage a la te-
 neur suivante: "Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souli-
 gné la nécessité d'une refonte complète du système monétaire
 et financier international actuel, qui est inéquitable et dé-
 passé. A cette fin, ils ont souhaité que soit organisée une
 conférence internationale, à laquelle participeraient tous les
 pays, sur les aspects monétaires et financiers du développement,
 et qui répondrait de manière efficace aux besoins financiers
 et autres de l'économie internationale en matière de dévelop-
 pement, en particulier ceux des pays en développement, et à la
 nécessité de procéder à un ajustement des structures orientées
 vers la croissance".

On ne voit pas clairement si cette conférence doit tendre essentiellement à restructurer le système monétaire dans le sens d'un "Bretton Woods II" ou si elle doit plutôt chercher une réponse à la crise des institutions financières multilatérales comme l'a proposé le Pakistan. La clause faisant allusion à une participation universelle vise à associer les Etats communistes, ce qui ne manquera pas d'être une source de très grandes difficultés.

3. Autres points de la déclaration économique

Au cours de la conférence, près de deux cents amendements ont été présentés pour modifier un projet que l'Inde avait rédigé sur un ton relativement modéré. Les nombreuses propositions des Etats de l'aile radicale du mouvement, tels que Cuba, le Nicaragua, Grenade, la Libye et le Vietnam, ne manquèrent pas de laisser des traces même si le texte ne fut pas fondamentalement modifié.

Le ton de la déclaration varie d'une partie à l'autre. Le chapitre consacré aux questions commerciales frappe par son ton dur et négatif, qui rejette expressément les concepts de graduation, différenciation et sélectivité, de même qu'il écarte comme totalement injustifiée toute perspective de concessions des pays en voie de développement sur le plan de la politique commerciale ("Il est complètement injustifié d'attendre des pays en développement qu'ils libéralisent davantage encore leurs importations. Il ne saurait être question pour les pays en développement d'accorder des concessions réciproques en quelque circonstance que ce soit" / paragraphe 80). Pareillement le chapitre sur les sociétés transnationales n'annoncent aucune flexibilité pour la poursuite des négociations sur le code de comportement (paragraphe 124 et suivants)

La commission économique a discuté pendant une demi-journée le rôle des Etats communistes européens dans les relations Nord-Sud, les arguments par lesquels ceux-ci voudraient se poser comme non concernés étant de plus en plus mal accepté. Leurs

alliés, les Etats communistes au sein des Non-Alignés, purent toutefois, grâce au système du consensus, éviter que cette critique fût expressément insérée dans le texte. La seule exception à cet égard est le paragraphe 46 relatif à la résolution 165 de la CNUCED sur l'endettement (S-IX).

4. Coopération Sud-Sud (ECDC)

La coopération entre Etats en voie de développement joue traditionnellement un rôle important dans une conférence des Non-Alignés. L'Inde, consciente de son avance scientifique et technique sur la plupart des pays du Tiers Monde, en attend des avantages économiques et une influence politique accrue et elle s'en est faite tout naturellement l'avocate. Comme en 1981 elle se heurta toutefois au net refus des pays de l'OPEP qui, cette fois-ci, disposaient d'un argument supplémentaire puisque la profonde modification du marché pétrolier qui venait de survenir leur permettait de se déclarer hors d'état de financer une coopération Sud-Sud. Dans le programme d'action pour une coopération économique des Non-Alignés, cette attitude négative se marque dès l'introduction (voir p. 114), comme aussi dans certaines dispositions particulières. C'est ainsi qu'on déplore que le fonds de solidarité, institué en 1975, ne soit pas encore opérationnel et l'on déclare que les propositions pour la création de nouveaux fonds devront désormais être traitées à la lumière de cet échec (Lit. S (d) p. 128 du programme d'action). On en trouve un autre exemple dans la demande figurant dans le texte du projet, mais atténué dans le texte définitif sur demande du Koweït, pour une aide au financement des déficits des balances de paiements des pays en voie de développement importateurs de pétrole (paragraphe 100 de la déclaration économique).

On trouve dans le programme d'action des recommandations et déclarations d'intention touchant tous les domaines de la coopération Sud-Sud, comme le système général de préférence (Lettre B (f)), les projets dans le domaine pharmaceutique (Lettre B (g)), les

- 20 -

assurances et réassurances (D). Le domaine des investissements privés fait l'objet d'une recommandation qui mérite d'être signalée "... étudier les moyens de faire affluer les investissements entre ces pays en entretenant un climat économique favorable ..."

Les Non-Alignés soulignent que la coopération entre eux ne remplace pas la coordination Nord-Sud et qu'elle n'est au surplus dirigée contre aucun groupe d'Etats. Ils expriment l'espoir que les Etats du Nord continueront d'adopter une attitude positive à l'égard de la coopération Sud-Sud.

Pour la délégation suisse:


J.-P. Ritter

Conclusions

On peut relever comme les traits les plus importants de cette conférence dans le domaine économique:

L'inquiétude devant la situation économique et sociale de plus en plus difficile d'un grand nombre de pays en développement s'est marquée par la large part faite aux questions économiques dans les travaux de la conférence.

Les pays non-alignés ont adressé aux pays industrialisés un appel à la coopération internationale, en soulignant l'interdépendance et la mutualité des intérêts renforcées encore par la crise économique actuelle.

Les pays alignés ont tout à la fois maintenu leurs demandes relatives aux négociations globales et mis l'accent sur un programme de mesures immédiates, qui contient des propositions spécifiques, mais non sélectives. On ne relève au surplus aucun signe d'ouverture dans ces diverses déclarations.

Vu le haut niveau des représentants et la participation active d'un très grand nombre de pays, on peut admettre que les propositions adoptées par cette conférence auront une influence importante sur la position du Groupe des 77 dans les futures négociations Nord-Sud.

L'intérêt de la Suisse d'être présente sur les lieux mêmes où s'élaborent les positions des pays en voie de développement en vue du dialogue Nord-Sud n'a pas besoin d'être souligné.

Pour la délégation suisse:

J.-P. Ritter

Antregegenstände hat der Bundesrat

b e s c h l o s s e

1. Herr Hans Meier wird unter Vorbehalt der Genehmigung durch die Regierung von Libyen zum ständigen Schweizerischen Geschäftsträger in Tripolis ernannt. Die Massnahme beruht an der administrativen Stellung und der Grundbesitz an der Mitarbeiter.
2. Das Departement für auswärtige Angelegenheiten wird mit dem Vollzug und der Erledigung der damit zusammenhängenden Formalitäten beauftragt.

Berne, le 7 avril 1983

- EDA 10 zum Vollzug
- EPD 7 zur Kenntnis
- EVD 5 " "
- EPZ 2 " "
- FinDel 2 " "

Für getreuen Auszug,
der Protokollführeri